

36<sup>e</sup> Année — N° 12909

5 H. DU MATIN

Jeudi 3 Juillet 1918

# Le Matin

BOU\* & FAUP\* POISSONNIÈRE, PARIS (2<sup>e</sup>) ADRESSE TÉLÉ : MATIN-PARIS TÉL. GUT. 03-04, 03-05, 03-06, 18-60

LE TEMPS. — Le régime d'éclaircies et d'avresses, croisées par places, persistera par vents d'O. et N.-O. Hausse barométrique.

AUX HALLES. — Les pommes de terre arrivent en plus grande quantité et baissent. Hausse légère sur les pêches, abricots et fraises. La hausse se maintient sur le beurre et les œufs.

LA MAREE. — Peu d'arrivée et hausse générale, hier. Le colin seul abonde. Ce matin encore : colin, merlan, raie.

Les critiques littéraires font d'ordinaire connaître leur opinion sur les œuvres, mais ils ne font pas connaître les auteurs. Le Matin voudrait instaurer une méthode nouvelle qui permet à ses lecteurs de suivre le mouvement littéraire dans le monde : résumer au lieu de critiquer. L'Atlantide, de M. Pierre Jeune, a obtenu le grand prix de l'Académie française pour le roman. Vous trouverez la substance de ce roman en 4<sup>e</sup> page.

LES SIGNATAIRES DE L'APPEL POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES PROVINCES DÉVASTÉES



De gauche à droite : MM. ACCURMAY, ADOLPHE DÉROSSÉ, BARLY, BOSQUETTE, BOUYFANEAU, BUTIN, BOULANGER, BRAIBANT, CHARFENTIER, COURNON, DANIEL-VICQY, DECROIX, DELPIERRE, DESHAYES, FLAVELLE, FORGOT, FRIEANT, GANALET, GONIAUX.



**LES ÉTATS GÉNÉRAUX des régions dévastées**

**NOUVELLES ADHÉSIONS**

L'appel des députés des départements envahis pour l'organisation des États généraux des régions dévastées que nous avons publié hier comprenait quarante-et-un noms. Rappelons-les : ACCURMAY (Aisne) ; BARLY (Pas-de-Calais) ; BOSQUETTE (Ardennes) ; BOURGEOIS (Haut-Rhin) ; BURET

**Les fêtes de la Victoire**

ELLES AURONT UN CARACTÈRE STRICTEMENT MILITAIRE

La location des tentes et balcons de la Voie triomphale atteint des prix fabuleux

— Les fêtes nationales de la Victoire, à Paris, doivent avoir tout d'abord un caractère strictement militaire. Ainsi en a décidé M. Clemenceau.

Telle est la déclaration que nous fit hier

POUR SAUVEGARDER LA SOUVERAINETÉ ROUMAINE

**M. BRATIANO EST DÉMISSIONNAIRE**

Le premier ministre et principal délégué roumain à la Conférence se retire pour ne pas signer les clauses sur les minorités nationales

**La convention militaire franco-anglo-américaine**

L'engagement de nous secourir contre une agression allemande doit suppléer à l'insuffisance des garanties fournies par l'occupation de la rive gauche du Rhin et par la Société des nations

On a publié hier les traités de garantie conclus entre la France d'une part, les États-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, le 12 août 1918. Les traités seront soumis au Sénat pour avis et assentiment à la ratification.

## IV. Le promoteur de la reconstitution

Dès le 11 novembre 1918, la reconstruction s'impose. Début juillet 1919, juste avant la grande fête de la victoire, Maurice Braibant est un des 43 "dignités", un des députés des "régions dévastées", qui lancent un appel solennel au gouvernement Clemenceau. 1 (voir coupure de journal ci-dessus). Il est



**Livraison du matériel agricole**

M. Braibant, député, a reçu du Ministre des régions libérées, la lettre suivante :  
 Comme suite à ma correspondance du 15 mars 1919, relative à la situation agricole de la région de Reithel, j'ai l'honneur de vous faire connaître :

- 1° Que des ateliers de réparation sont actuellement installés dans les Ardennes, et fonctionnent sous la direction des lieutenants Hubert et Labbé, dont les bureaux sont à Charleville, 5, rue Victor-Hugo.
- 2° Qu'une quantité importante de matériel livré par des Allemands en exécution des clauses de l'armistice, a été envoyée en gare d'Amagne, et que les agriculteurs peuvent obtenir la livraison des machines de préparation du sol dont ils ont besoin, en s'adressant à la Société « Tiers-mandat des Ardennes », dont le siège est à la Préfecture des Ardennes (Mézières).
- 3° Qu'un train de machines agricoles comprenant des cultivateurs et des brabant, a été expédié le 31 mars, par la Maison Bajac, à destination de Reithel.
- 4° Qu'un envoi de harnais, à destination de cette dernière gare, va être incessamment effectué, et qu'un train de 64 wagons est demandé pour permettre l'expédition de machines agricoles : herses extirpateurs, charrues, et actuellement disponibles dans les magasins de la Maison Puzenat, à Bourbon-Lancy.

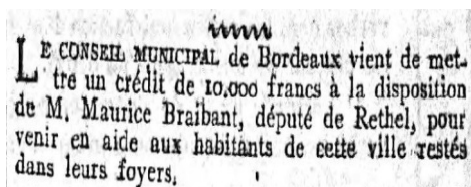
Veillez agréer, etc...

député de Reithel (voir la photo ci-dessus). Quatre ans auparavant, quand il avait fait partie d'une commission parlementaire qui visitait les régions touchées par la guerre, il avait informé le public de leur dévastation par les armes lourdes, portant à des dizaines de kilomètres : "Les Maisons mortes" titrait le *Bulletin meusien* ; de son côté, *L'Illustration* publia "Maisons blessées, maisons mortes".

La 21<sup>e</sup> guerre terminée, le député se fait entendre sur le statut des réfugiés et sur l'achat de jeunes chevaux. Il dépose également des propositions de lois sur le logement, l'installation des réfugiés et rapatriés, les juges suppléants auprès du Tribunal civil de la Seine, la démobilisation des soldats en pays libérés ; il est enfin le rapporteur d'un projet de loi concernant la

situation des juges de paix des régions libérées. Quelques jours avant l'armistice, *Le Matin* a fait savoir, le 1 novembre 1918 que Maurice Braibant avait obtenu un crédit de 10 000 francs de la ville de Bordeaux pour les habitants de Rethel.

Le 4 mai 1919 *L'Ardennais Libéré* communique que Marcel Braibant a obtenu une réponse du ministère des Régions libérées suite à une correspondance du mois de mars, concernant du matériel agricole pour la région de Rethel, qui est ou sera livré ; il le sera en partie par les Allemands en exécution des clauses de l'armistice. Le 19 août 1919, *Le Matin* fait savoir que "par suite de l'impossibilité absolue pour les délégués des divers groupements de sinistrés de se rendre à Mézières, les routes étant impraticables et les moyens de communications difficiles, les États préparatoires du département des Ardennes se tiendraient à Paris le 30 août, à la veille de l'ouverture des états généraux." La décision a été prise à la préfecture de Mézières par le comité d'organisation dont faisait partie Maurice Braibant.



LE CONSEIL MUNICIPAL de Bordeaux vient de mettre un crédit de 10.000 francs à la disposition de M. Maurice Braibant, député de Rethel, pour venir en aide aux habitants de cette ville restés dans leurs foyers.

Les premiers élections d'après guerre sont tenues à la fin de l'année 1919 : les législatives les 16 et le 30 novembre, les municipales les 30 novembre et 7 décembre, les cantonales le 7 ou le 14 et le 21 décembre. Les législatives sont cette fois-ci organisées au scrutin de liste.<sup>1</sup> Maurice, étant candidat au Sénat, ne s'est plus présenté ; Marcel est réélu maire et élu conseiller général. Le député sortant, « radical indépendant » échoue : début janvier 1920, il perd l'élection sénatoriale (168 contre 178 voix). C'est la fin d'une longue carrière d' élu.

Marcel Braibant, maire d'Herpy et substitut à Melun (poste qu'il n'a jamais occupé car il était « aux armées ») est démobilisé et détaché à Strasbourg le 17 janvier 1919. On imagine le travail du parquet et d'un commissaire adjoint en Alsace : ce territoire « germanisé » après 1871, qui a été sous administration militaire depuis 1914, est à « réintégrer ». De strictes mesures sont à mettre en place par l'État et une nouvelle jurisprudence doit être instaurée. Marcel Braibant est nommé le 26 mars 1919 et confirmé le 6 juin avec traitement et rang de substitut de 3e classe. Il sollicite son avancement avant les vacances d'été. Sa hiérarchie porte sur lui un jugement très favorable : « *Il n'a cessé de concourir de la manière la plus utile aux travaux du Parquet. Ses aptitudes professionnelles, aussi bien que ses connaissances juridiques le placent dans la situation la plus favorable, pour être inscrit au tableau d'avancement* ». Le 28 juin 1919 le Commissaire du gouvernement écrit : « *M. Braibant a d'abord été chargé à mon parquet du service correctionnel et s'est mis rapidement et avec beaucoup de zèle au courant de la législation locale. Il est actuellement chargé du service de la liquidation des biens allemands séquestrés et il y consacre toute son activité. M. Braibant est un magistrat intelligent, travailleur et digne à tous points de vue qu'on s'intéresse à lui* ». Les rapports mentionnent sa situation financière « *indépendante* » et qu'un « *idiome utile* » qu'il parle est l'allemand<sup>2</sup> ; il dira plus tard que ses connaissances de l'allemand se limitaient à ce qu'il avait appris à l'école.

Le 2 avril 1919, *Le Journal des débats* avait informé ses lecteurs " *La ville d'Arles est marseillaise. Arles vient d'avoir une belle inspiration : sur la proposition du maire, M. Granaud, le conseil municipal adopte un village dans les Ardennes détruit pendant la guerre. Herpy, le village fillieule, prend le nom d'Herpy-l'Arlésienne. M. Marcel Braibant, maire d'Herpy était venu faire à Arles une conférence très émouvante. Un enthousiasme de générosité qui n'étonnera point les amis de la Provence souleva toute la ville. Le conseil municipal a voté une première subvention de trente mille francs à laquelle se joindront les souscriptions particulières, déjà considérables. Au comité d'organisation les arlésiens apportent des meubles, de la literie, du linge, des instruments*

1 Données du Dictionnaire des parlementaire op. cit.

2 Citations extraites des documents du dossier de la magistrature (AN BB/6(II)712)

agricoles. Des collectes ont été organisés dans chaque paroisse par MM les curés qui ont annoncé que leurs quêtes dimanche prochain seraient faites pour Herpy-l'Arlésienne en pressant leurs fidèles d'être généreux. Des adoptions de fermes par des familles d'Arles vont être suivies par des baptêmes des nouvelles constructions ; il y aura donc des Mas de Magali, de Mireille, des Alicamps, de Vincent, d'Arlette, Vèrania, de la Crau, des Oeivades etc... Arles à pour Herpy tout un programme généreux, d'une bonté délicate et fine : c'est la très douce affection d'une grande sœur pour une cadette malheureuse. "

Jean Granaud (1858-1934) est un éleveur de chevaux camarguais (*Journal d'agriculture pratique*, 5 janvier 1899 ci-contre), officier du Mérite agricole, conseiller général des Saintes-Maries de la Mer et maire d'Arles de 1908 à 1919. Arles lui doit notamment une première bibliothèque municipale, le syndicat d'initiative, un monument au poète provençal Frédéric Mistral (1830-1914) - qui avait investi son prix Nobel de 1904 en un musée d'ethnographie provençale - , et, depuis février 1919, un monument au 619 arlésiens morts à la guerre. Jean Granaud est-il une connaissance du "propriétaire-exploitant" ardennais Marcel Braibant ?

Le 12 juillet 1919, *Le Matin* publie une lettre du président de la Chambre de commerce d'Arras (« filleule » de Marseille), M. Doutrèmeuich, et une autre du substitut du procureur à Strasbourg, Marcel Braibant. Tous deux approuvent l'initiative du *Matin* : "Un large appel aux

M. Doutrèmeuich nous déclare :  
— J'approuve complètement l'initiative du *Matin*. Nous ne serons sauvés que par l'initiative privée et par le groupement de nos forces. Il est une idée qui nous est particulièrement chère dans la région d'Arras parce qu'elle s'est révélée pratique, c'est de faire un large appel aux villes de France qui n'ont pas souffert en faveur de nos malheureuses régions. Un vœu de notre ami M. Boulanger, émis dans ce sens, a été voté par le conseil général du Pas-de-Calais. Ainsi nous sommes les filleuls de Marseille. Eh bien, sait-on que Marseille nous a déjà envoyé 900.000 francs ; le département des Bouches-du-Rhône, 250.000 francs ; le comité la Provence pour le Nord, 130.000 francs en nature, etc... Une de nos petites communes, Saint-Laurent-Blangy, adoptée par Versailles, a reçu de sa marraine, des vêtements, du linge, des objets de toute sorte. Par la voie du *Matin*, nous remercions ces villes généreuses. Nous souhaitons que les adoptions se multiplient et que de toutes les provinces de France nous viennent des appuis.

Dans le même esprit, M. Marcel Braibant, substitut du procureur de la République à Strasbourg et maire du petit village d'Herpy (Ardennes), adopté, comme on le sait, par la ville d'Arles, nous écrit :  
« Nous avons l'intention d'organiser, le 7 septembre, aux arènes d'Arles, une grande fête provençale en faveur d'Herpy avec le concours des félibres. Le programme comportera tout ce qui fait la joie des fêtes en ce beau pays. »

Frédéric Mistral en 1913.

Le magistrat de Strasbourg ne rentre pas à son poste après les

villes de France qui n'ont pas souffert en faveur de nos malheureux régions... une idée qui nous est particulièrement chère dans la région d'Arras parce qu'elle s'est révélée pratique... Nous ne serons sauvés que par l'initiative privée et par le groupement de nos forces..." écrit Doutrèmeuich.

Marcel Braibant, "maire du petit village d'Herpy (Ardennes) adopté, comme on le sait, par la ville d'Arles" fait savoir, que "le 7 septembre aux arènes d'Arles, une grande fête provençale en faveur d'Herpy avec le concours des félibres" aura lieu<sup>3</sup>. "Le programme comportera tout ce qui fait la joie des fêtes en ce beau pays."

Des appels à l'initiative privée. -. La fête a eu lieu : une photo montre Marcel Braibant s'adressant au public au milieu des arènes d'Arles, reçu par Jean Granaud comme antérieurement Raymond Poincaré, président de la République, rendant visite à

La ville d'Arles est marraine. — Arles vient d'avoir une belle inspiration. Sur la proposition du maire, M. Granaud, le Conseil municipal adopte un village des Ardennes détruit pendant la guerre. Herpy, la commune filleule, prend le nom d'Herpy-l'Arlésienne. M. Marcel Braibant, maire d'Herpy, était venu faire à Arles une conférence très émouvante. Un enthousiasme de générosité qui n'étonnera point les amis de la Provence souleva toute la ville. Le Conseil municipal a voté une première subvention de trente mille francs à laquelle se joindront les souscriptions particulières, considérables déjà. Au Comité d'organisation, les Arlésiens apportent des meubles, de la literie, du linge, des instruments agricoles. Des collectes ont été organisées dans chaque paroisse par MM. les curés qui ont annoncé que leurs quêtes, dimanche prochain, seraient faites pour Herpy-l'Arlésienne, en pressant leurs fidèles d'être généreux. Des adoptions de fermes par des familles d'Arles vont être suivies de baptêmes des nouvelles constructions ; il y aura donc des Mas de Magali, de Mireille, des Alicamps, de Vincent, d'Arlette, Vèrania, de la Crau, des Oeivades, etc... Arles a pour Herpy tout un programme généreux, d'une bonté délicate et fine : c'est la très douce affection d'une grande sœur pour une cadette malheureuse.

\* \* \*

3 Les « félibres » : les poètes provençales de l'école littéraire fondée par Frédéric Mistral

vacances. Le 6 septembre, le ministre des Régions dévastées, Albert Lebrun - futur président du Conseil - écrit au Commissaire général à Strasbourg : « *M. Braibant a pris l'initiative – au cours du congé normal dont il jouit actuellement, mais qui est près de sa fin-, de commencer des démarches en vue de favoriser la participation de certaines régions du midi de la France à l'organisation des secours dans les régions libérées./ J'ai lieu de croire que la continuation de ces démarches donnerait d'intéressants résultats, si M. Braibant pouvait être chargé de les poursuivre pendant quelques semaines, à titre de mission de mon Administration./ Toutefois, en raison de la fonction qu'il remplit dans le Service judiciaire d'Alsace Lorraine, je ne puis que vous prier à cette fin de vouloir bien m'autoriser à lui confier, si rien ne s'y oppose, la mission dont il s'agit* ». <sup>4</sup>

Le Commissaire autorise la mission. Le 3 décembre 1919 Marcel Braibant lui adresse une lettre : « *J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que ma mission au Cabinet étant sur le point de prendre fin, je puis me mettre de nouveau à votre disposition à la date que vous m'avez indiquée. Cependant, en qualité de Maire d'Herpy l'Arlésienne (Ardennes), je dois être appelé à la désignation de l'électeur sénatorial de ma Commune le 10 décembre. D'autre part, je suis Candidat aux élections du Conseil général qui ont lieu le 14 décembre. J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder un congé jusqu'au 16 décembre* ». Mais le même jour Marcel Braibant s'adresse au directeur du personnel et de la comptabilité du ministère de la Justice : « *J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli ma démission de magistrat pour M. Le Garde des Sceaux. J'ai l'intention de m'installer comme avocat à Reims. Je ne perdrai donc pas toute relation avec vous dont je ne pourrais oublier la constante bienveillance* ». <sup>5</sup>



En raison de la détresse des villageois, en raison également du nombre important de croyants parmi eux, le maire n'hésite pas d'accepter l'aide de l'église et des curés. De façon plus générale, l'anticléricalisme des Radicaux a beaucoup diminué et Marcel Braibant ne manque pas, semble-t-il de pragmatisme. Le 7 juillet 1920, *Le Temps* rapporte que le comité d'Arles - "exclusivement composé de dames" accompagnées par Jean Granaud - a rendu visite à sa filleule : malgré sa détresse, elle a bien voulu, sur l'initiative du maire, contribuer à l'érection du monument pour les morts d'Arles érigé en 1919. La délégation s'est rendu à la tombe d'un conseiller municipal fusillé par les Allemands.

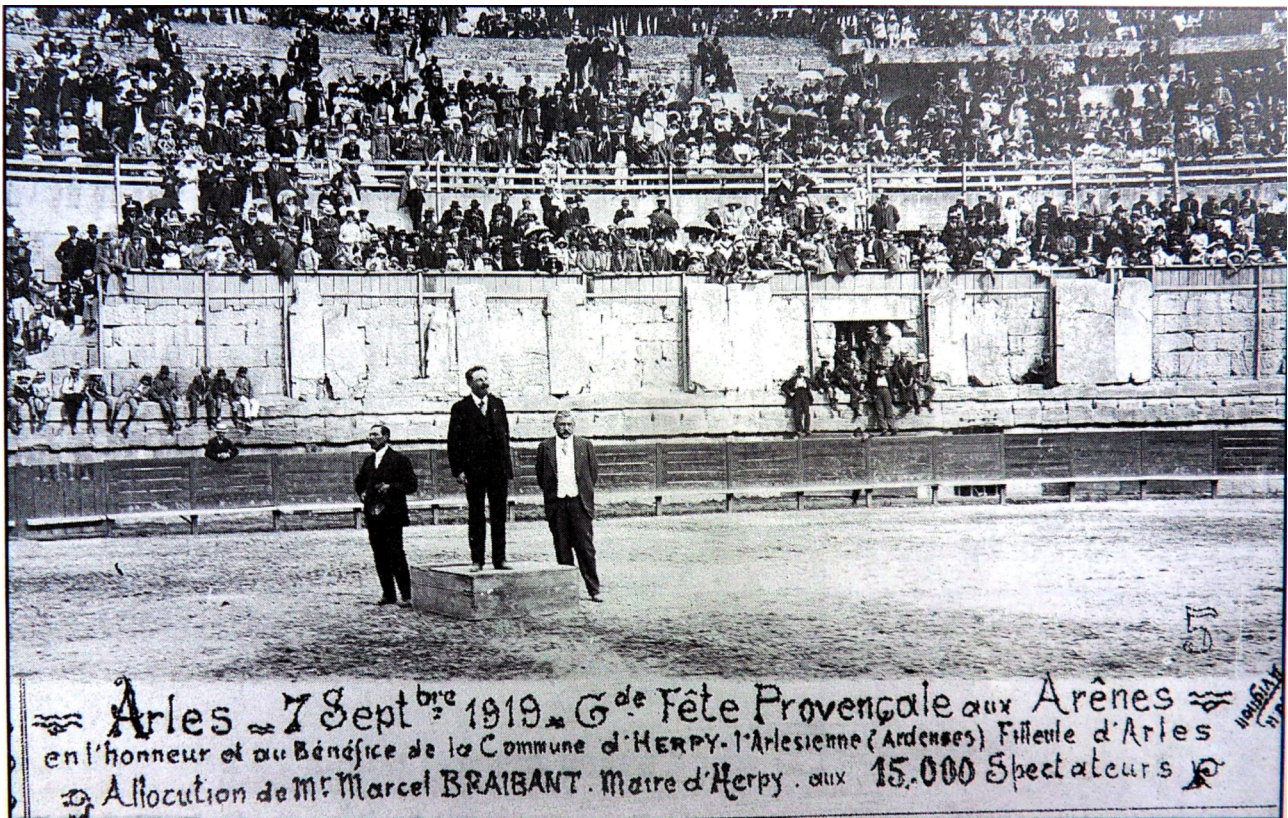
De même qu'elle ne l'avait pas été pour certains des réfugiés des régions occupées pendant la guerre<sup>6</sup>, la sympathie pour les compatriotes des régions dévastées n'est pas générale après l'armistice. Au contraire, une certaine ostracisation, une sorte de "double peine" frappe les habitants de ces régions. L'opinion si elle ne les assimile pas à l'ennemi tant haï, préfère passer sous silence leur malheur<sup>7</sup>. Cela aide à comprendre pourquoi l'exemple d'Arles et son adoption d'Herpy apparaît dans la presse nationale et fait la renommée de Marcel Braibant.

4 Dossier de la magistrature loc.cit.

5 Ibid.

6 Margaret Atack, *The Experience of Occupation*, in J. Bourne, P. Liddle, I. Whitehead, (eds.), *The Great World War 1914-1945*, vol. 1, Harper Collins, 2000.

7 Leonhard Smith, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker eds., *France and the Great War*; traduction française, 2014.



Le "marrainage" sur le plan national est une approche assez logique. C'est peut-être moins le cas lorsque les marraines sont à trouver à l'étranger, chez l'allié de la guerre, en Grande-Bretagne. Là encore, Maurice et Marcel Braibant semblent avoir joué un rôle de pionniers. Selon *La Croix* du 14 mai 1920, Marcel vient d'être reçu par les maires de



Londres et Manchester ; en conséquence, affirme le journal, Londres adopterait Rethel, Manchester Mézières, et Glasgow, Vouziers. "Tous les villages ardennais dévastés ... deviendront une sorte de "colonie anglaise de

bienfaisance".

L'association France-Grande-Bretagne a été fondée en 1916 par Paul Deschanel (1855-1922), président de la Chambre et qui en 1911 avait préfacé le premier livre de Marcel Braibant, sa thèse<sup>8</sup>. Le 26 mai 1919, Paul Deschanel a présidé la seconde assemblée générale de ce rassemblement de personnalités importantes<sup>9</sup>. L'ambassadeur à Paris de la Grande-Bretagne, l'ex-ministre de guerre de Lloyd George,

liée en liaison avec le groupement correspondant « The Association of Great Britain and France ». Ces interventions dans un sens de conciliation des intérêts franco-britanniques se sont manifestées particulièrement au sujet des réparations des dommages de guerre, de la question douanière, de la Foire de Lyon, du tunnel sous la Manche, etc...

En présence des résultats acquis l'Assemblée a décidé la création de groupements régionaux en vue d'étendre vis-à-vis des organismes locaux les contacts déjà établis avec les grands groupements d'intérêt national.

Le bureau de l'Association, dont le président d'honneur est Lord Derby, ambassadeur d'Angleterre, a été réélu comme suit : Président : M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés ; vice-présidents, MM. E. Boutroux, de l'Académie française, président du Comité franco-britannique ; Jules Develle, sénateur de la Meuse, ancien ministre ; C. Jonnart, sénateur du Pâs-de-Calais, ancien ministre des affaires étrangères, président de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez ; André Lebon, président de la Fédération des industriels et commerçants français ; Paul Painlevé, député de la Seine, ancien président du Conseil ; Roume, gouverneur général honoraire des colonies, administrateur de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans ; secrétaire général, M. H. Grignon ; secrétaire général adjoint, capitaine H. Blay ; trésorier, M. H. Pue-rari, de la maison Mirabaud et Cie ; délégué général, M. N.-T. de Bretteville.

<sup>8</sup> Cf. p.

<sup>9</sup> *Journal des débats*, 28 mai 1919. En 1940, l'AFGB se mettra en veille et ses archives seront brûlées afin de protéger ses membres.

Edward Stanley Lord Derby est président d'honneur de cette association. Outre-Manche les relations avec la France ont été, semble-t-il, plus dispersées, l'organisation partenaire moins importante, moins « officielle ». Ce qui ne peut guère étonner : "L'Entente cordiale" a bien fonctionné avant et pendant la guerre, en dépit des problèmes de collaboration militaire à tous les niveaux. Elle perd de son sens avec la fondation de la Société des Nations en janvier 1920. Le Traité de Paris et les modalités de l'armistice, les différences d'attitude avec la France envers l'Allemagne, amènent de nouveau des tensions. Des deux côtés de la Manche, la mentalité populaire n'est pas dénuée d'animosités. Mais des questions d'échanges commerciaux, de politique européenne et coloniale des deux empires sont à régler, en dépit des tensions. Elles demandent des "lobbyistes" des deux côtés. Il y a enfin le projet, cher à l'AFGB, de tunnel sous la Manche.

En janvier 1920, Paul Deschanel a remporté l'élection présidentielle contre Georges Clémenceau avec le soutien de la SFIO et de la droite catholique. À peine élu, il tombe malade, comme en témoigne l'épisode de son errance nocturne à Minneret/Loiret. La présidence de l'AFGB est assurée par Charles Jonnart (1857-1927), ancien gouverneur d'Algérie, ancien ministre des Affaires étrangères, futur ambassadeur au Vatican. À sa troisième assemblée générale, l'AFGB reçoit, le 1 juin 1920 deux personnalités britanniques, "*amies de la France*" : A. Barton Kent (1857-1923), entrepreneur, membre de la London Chamber of Commerce, président du conseil de l'Entente cordiale, et l'amiral écossais à la retraite, Charles Hope Dundas (1859-1924), secrétaire général de la Anglo-French Society (AFS). H. Grignon, le secrétaire général de l'AFGB rappelle : "*...Comme les relations intellectuelles sont à la base des relations économiques, l'association a été amenée à donner son patronage à deux oeuvres du plus haut intérêt: la pénétration des jeunes génération française et anglaise par des échanges inter-scolaires et celle si touchante de l'adoption par des villes anglaises de villes et villages français détruits*". Il continue en évoquant la question du tunnel<sup>10</sup>.

Par la suite L'AFGB est invité à une réunion de maires de villes britanniques au Mansion House, la mairie de Londres, qui a lieu le 30 juin 1920<sup>11</sup> Elle décide d'envoyer une délégation conduite par Philippe Crozier (1857-1944), ancien ambassadeur à Vienne, catholique pratiquant (jadis chef du consul Paul Claudel) accompagné de Roland Revel de Bretteville (1886-1966), récemment nommé commandant d'un sous-marin ex-allemand, futur chef d'État major en Tunisie. Selon les journaux, la délégation française comprend également Maurice et Marcel Braibant. Ainsi *Le Matin* du 1 juillet 1920 rapporte "*M. Braibant, conseiller général des Ardennes et le lord-maire de Sheffield ont prononcé de vibrants discours au cours desquels ils ont demandé que les villes britanniques servent de marraines à leurs soeurs françaises qui ont subi pendant quatre ans et demi les horreurs de la guerre ou de l'occupation étrangère*" ; le même jour *Le Petit Parisien* fait savoir de Londres : "Nos lecteurs savent avec quelle persévérance l'Association France-Grande-Bretagne et sa soeur jumelle de ce côté du détroit, Association of Great-Britain and France, poursuivent un rapprochement politique, économique et moral de plus en plus étroit entre les deux pays. Un des membres de l'Association française, M. Maurice Braibant, ancien député, conseiller général des Ardennes, est, de son côté,

### Le peuple britannique au secours de nos régions dévastées

LONDRES, 30 juin. — La Ligue britannique de secours, fondée pour aider les habitants de nos régions dévastées à reconstruire nos

#### L'adoption par des villes britanniques des villes françaises dévastées

L'association « France-Grande Bretagne », que préside M. Jonnart, a décidé de répondre à l'invitation de l'Association « Great Britain and France » et d'être représentée officiellement au grand meeting des maires de villes britanniques, convoqué le 30 juin à Mansion House, par le lord-maire de Londres. Ce meeting consacrerait définitivement l'adoption par des villes britanniques de villes françaises dévastées. La délégation française a à sa tête l'un des vice-présidents de l'association « France-Grande-Bretagne », M. Crozier, ambassadeur, et se composera de MM. de Bretteville, délégué général, et H. Lamba, secrétaire.

10 *Le Journal des débats*, 2 juin 1920.

11 *Le Journal des débats*, 29 juin

## LES SINISTRÉS EXIGENT QUE L'ÉTAT TIENNE SES PROMESSES

**Dans le cas contraire, déclarent  
les députés des Ardennes, nous  
démissionnerons en masse**

Rethel, 9 févr. (de notre env. spécial.)  
Inquiets des dispositions de certains projets incorporés dans la loi de finances, les sinistrés des Ardennes se sont réunis aujourd'hui, au casino de Rethel, pour inviter leurs représentants à défendre énergiquement leurs droits menacés.

Dans la salle, les conseillers généraux et d'arrondissement, les maires et leurs adjoints et les délégués des coopératives de reconstruction. Sur la scène, MM. Philippoteaux et Meunier, députés; Braibant et Cuij, conseillers généraux, et M. Guillemin, maire de Rethel.

La séance débuta par une allocution de M. Braibant qui précisa les angoisses de ses compatriotes. En 1924, dit-il en substance, le gouvernement affecta 200 millions par mois à la reconstitution. Cette année, on



M. Philippoteaux

parle de 50 millions; de plus, les obligations décennales remises aux sinistrés ne valent que 70 francs; combien vaudront donc les obligations décennales qui vont les remplacer et dont l'échéance est de deux ans plus lointaine?

Enfin la suppression du droit de compensation ne permet plus au bé-

l'apôtre inlassable de la recherche de villes marraines pour les villes et villages des régions dévastées. Bien que sa commune d'Herpy ait été adoptée par une ville française, Arles, - d'où son nouveau nom Herpy-l'Arlésienne - il a entrepris, depuis quelques mois, une active propagande, dans le Royaume-Uni, et ses efforts sont à la veille d'être couronnés de succès, si nous en jugeons par la belle manifestation de sympathie profrançaise que a eu lieu, cet après-midi à Mansion House."

Le 24 novembre 1920 le *Journal des débats* reproduit ce qu'a

dit Charles Jonnart à la réunion de l'AFGB : " Notre collègue, M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, témoin de la détresse des communes de son département les plus éprouvées par la guerre, conçut le dessein de les faire adopter par les villes anglaises. Nous ne pouvions mieux faire que de le recommander à l'Association "Great Britain and France" Il y rencontra l'accueil le plus chaleureux. Mais pourquoi l'Association limiterait-elle son bienveillant effort au département des Ardennes? Sa sollicitude devait s'étendre à tous les départements ravagés par les barbares. /C'est la pensée qu'exprima son éloquent et très dévoué secrétaire général, Sir Charles Dundas of Dundas..."

Compte tenu de l'ampleur des projets de secours, l'AFS a constitué un Comité spécial, la British League of Help. De son côté, l'AFGB a institué un Comité central des adoptions britanniques, présidé par l'ambassadeur Philippe Crozier. Le 26

novembre le *Journal des débats* écrit : "Les généreux paroles prononcées à Londre par Lord Derby répondent de la manière la plus heureuse à celles que M. Jonnart prononçait tout récemment à Paris". Il salue "une admirable campagne entreprise en Angleterre a déjà amené en moins de trois mois l'adoption de quarante-cinq villes et villages dévastés par des villes anglaises. La Ligue étudie les moyens de créer des oeuvres utiles et durables et d'aider ceux de nos concitoyens qui ont particulièrement souffert..."

Qu'est cette Ligue? La thèse de Bryan F. Lewis nous l'apprend<sup>12</sup>. Lilias Lady Bathurst, née

12 Bryan F. Lewis: *Adoptive Kinship and the British League of Help : Commemoration of the Great War through the*

Borthwick (1871-1965), était alors la propriétaire très influente du *Morning Post*, quotidien de tendance conservatrice, le reflet des actes et gestes d'une aristocratie conservatrice, "cultivée", impérialiste, anti-communiste, anti-féministe, antisémite etc., et très opposé enfin à l'indépendance de l'Irlande. En 1920, le journal publie une série d'articles qui dénoncent "*La cause des troubles mondiaux*" sur la base du pamphlet des *Sages de Sion* paru en Russie au début du siècle, un texte de désinformation rédigé à Paris pour convaincre le Tsar Nicolas II d'action contre les modernisateurs libéraux, texte qui se présente comme un programme de juifs et de franc-maçons pour rien de moins que la conquête du monde.

La comtesse Bathurst connaît bien la France : son père avait été correspondant en France avant qu'il ne devienne, en 1876, propriétaire du *Morning Post*, dont sa fille a hérité en 1908. Pendant la guerre, elle s'est engagée un temps comme infirmière. Au printemps 1919, elle visite la région de Noyons. Impressionnée par sa destruction, elle mobilise le directeur du journal, Howell Gwynne (1865-1950) - qu'elle a jadis recruté sur recommandation de l'ami Rudyard Kipling - , ainsi que son correspondant parisien Gordon Knox (?-1942), pour une campagne de presse en faveur de l'adoption de villages dévastés par des villes britanniques. Elle même se met à l'oeuvre à Cirencester à 150 km au Nord de Londres, où les comtes Bathurst, dont son mari, possèdent Bathurst House avec un beau parc anglais. Elle s'engage d'abord pour Ville et Passel, les deux villages qu'elle avait visité.

Howell Gwynne et Gordon Knox ont immédiatement compris le bénéfice d'une telle campagne pour le journal ; Gordon Knox informe Bathurst que les deux villages sont très opportunément situés pour un tourisme des lieux de combats. Dans sa thèse, Bryan Lewis souligne que outre l'aspect charitable du projet, il y a très vite aussi un autre volet qui finalement l'emporte : tandis qu'en France, la commémoration est orienté vers les morts de la guerre, dans le monde anglo-saxon on commémore surtout les combats. Les combattants des unités de l'armée se recrutaient et étaient attachées à leurs petits pays, leurs villes. Ainsi la commémoration établit "naturellement" un lien entre districts anglais et des lieux de combat en France. Il faut exploiter ce lien. Howell Gwinne a eu comme instruction de gagner les maires des grandes villes pour un projet d'adoption de villages en France. Il réussit, non sans mal. Les deux maire de Londres de 1919 à 1921, James Roll (1846-1927) et Edward Ernest Cooper - les conseillers du district destinent annuellement un des leurs à être maire ou Lord maire - organisent une réunion le 30 juin 1920, à l'occasion des débuts de la Ligue. Un comité est mis en place. Il est présidé par Howell Gwynne, comprend Harry Levy-Lawson Lord Burnham (1862-1933, député libéral jusqu'en 1916), propriétaire du *Daily Telegraph*, trois représentants de l'Anglo-French Society, deux du Conseil de l'Entente cordiale, trois de l'Association of Great-Britain and France, dont G. Paget Walford qui venait d'ouvrir une compagnie de transport ferroviaire et fera transporter des envois de la Ligue à moitié prix. Trois militaires complètent le comité. Bientôt, Lady Bathurst et la duchesse de Somerset y participeront également.

---

*Adaptation of French Communities*, University of Reading, 2006. Merci à Gérard Guillin, qui m'a communiqué un article de Sally White: Worthing Richbourg and the League of Help for the devastated areas of France: the rediscovery of an adoption, <http://archaeologydataservice.ac.uk/archives/view/sac/abstracts/vol140/White.cfm> (2010)



La Ligue obtient son statut d'organisation charitable en décembre. Des dizaines de villes se sont déclarés prêtes à adopter des villages ou des régions, et l'action commence au printemps 1921. La Ligue est active jusqu'en 1923. Ce sont surtout Gwynne, Bathurst et Derby qui ont fait la propagande. L'ambassadeur Derby, de retour en Angleterre en 1920, s'exprime devant le Club franco-britannique d'Oxford en mai 1921 (*Le Figaro*, 15 mai voir ci-contre). C'est surtout lui, qui veut que l'on n'investisse pas trop dans l'éphémère : l'aide doit s'organiser dans la durée afin de cristalliser la commémoration des combats d'unités britanniques. Au total l'aide de la Ligue en France se monte à environ 6 millions de francs, auxquels il faut ajouter 1,4 millions de francs de matériel, soit au total, selon Lewis entre 10 et 15 millions d'euros actuels.

Il y a beaucoup de différences entre nos deux pays, a-t-il dit, mais il y a aussi beaucoup de questions sur lesquelles Anglais et Français peuvent s'entendre. Un traité entre les deux nations est essentiel à leur propre sauvegarde. La France n'est pas militariste, bien que certaines personnes puissent mériter ce reproche. Mais dans toute la France on se rappelle que par deux fois les plus riches provinces du pays ont été envahies par les hordes allemandes. Si je comprends le point de vue de l'Angleterre commerçante, qui surveille surtout le moment où l'Allemagne se sera suffisamment rétablie pour faire face à ses obligations, je comprends aussi la crainte qu'à la France de voir l'Allemagne retrouver sa puissance militaire.

La Ligue n'est évidemment pas la seule organisation à apporter son aide. Commencée

**La reconstitution des régions dévastées. — Contre l'action de la C. G. T. —**  
Le dernier Congrès des régions dévastées avait désigné un Comité d'action qui avait pour vice-présidents MM Robin, maire de Verdun, et Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes.  
Tous deux démissionnent par la lettre suivante qu'ils adressent au président du Comité :  
Depuis le jour où nous nous sommes rencontrés, nous n'avons cessé de mettre en garde les membres du Comité d'action des régions dévastées contre les tentatives de déviation politique qui se manifestaient dans l'esprit de certains membres.  
La réunion du 5 mai a confirmé nos appréhensions ; le compte rendu met le Comité d'action à la remorque de la C. G. T.  
Nous ne pouvons accepter cette situation et, puisque le Comité abandonne tout caractère de neutralité politique, nous préférons reprendre notre liberté d'action.

pendant la guerre, l'aide des Quaker et de la Croix Rouge se poursuit : le *London Times* a alerté ses lecteurs par ses reportages sur les régions dévastées bien avant le *Morning Post*. L'adoption de Mézières par Manchester, l'aide de Henry Bronnert ont également été mis en route bien avant l'inauguration de la Ligue. Bryan Lewis constate que la priorité de l'idée des adoptions revient à Lady Bathurst, et non à Marcel Braibant à qui Crozier l'a attribué (*Journal des débats*, 24 novembre 1920). Peu importe. Peu importe aussi les motivations des différents acteurs. De toute façon, en raison de l'importance des coûts de la reconstruction, l'action de la Ligue est localement utile mais ne représente guère plus qu'un

geste symbolique. 93 villes ou villages ont participé au programme d'adoption. L'adoption de Mézières/Ardennes par Manchester et l'aide massive à cette ville dévastée par un bombardement des Allemands fous de rage dans les dernières heures de la guerre, est un cas exceptionnel : le quartier Manchester et le centre hospitalier témoignent toujours de l'investissement anglais. La construction de 125 maisons-ouvriers et l'hôpital sont financés par l'industriel Jules Henry Bronnert, né à Strasbourg, fils de cordonnier. De l'aide vient même de l'Australie. Le *Sunday Times* à Sidney du 29 août 1920 publie un billet d'Isabel Ramsay sur Poilcourt/Ardennes qui le 20 juin avait changé de nom à Poilcourt-Sidney en reconnaissance de l'aide reçue<sup>13</sup>.

Dans les Ardennes la marraine d'Aire est Ayr ; Falaise est adoptée par Edinburgh ainsi que Margny et Serincourt ; Vouziers à Glasgow comme marraine. London adopte Verdun. Sheffield envoie à l'AFGB l'argent pour la construction de quelque 10 maisons à Bapaume/Pas de Calais, car l'autorité locale leur semble incapable de gérer ce don.

N'oublions pas qu'un des grands intérêts de la Grande Bretagne en France concerne les cimetières de ses soldats : Rudyard Kipling, l'ami des Bathurst et de Gwynne, a été nommé commissaire pour ces cimetières. Une des tombes est celle de son fils.

Si la production industriel et agricole de la France a

**La reconstitution des régions libérées**  
M. Marcel Braibant président du groupe des maires des régions libérées, s'est rendu hier au ministère des régions libérées, où il a été reçu par le ministre M. Charles Reibel.  
M. Braibant a présenté au ministre certains desiderata notamment en ce qui concerne la reconstitution agricole et la reconstruction des écoles.  
M. Reibel s'est engagé à tenir compte de ces demandes dans la mesure du possible et dans ce qu'elles ont de légitimes.  
M. Reibel, qui a quitté Paris, hier soir, accomplit aujourd'hui un voyage sur le front. Il visitera Varennes-en-Argonne, Montfaucon, la région de Verdun, Etain, Fresnes-en-Woëvre, Flirey, Poil-à-Mousson et repartira ce soir de Nancy pour Paris.

13 Communication de Gérard Guillin du 18 avril 2016

retrouvé en 1924 le niveau d'avant-guerre la reconstitution des régions dévastées reste très loin d'être terminée : en plusieurs endroits elle ne sera pas achevée avant 1939.

Les journaux nationaux parlent de l'activité de Marcel Braibant. *Le Journal des débats politiques et littéraires* (15 mai 1921, ainsi que *Le Matin* (14 mai) nous apprennent que Marcel Braibant et le maire de Verdun ont démissionné du Comité d'action des régions dévastées parce qu'il serait "à la remorque de la CGT".

Le 30 janvier 1922, *Le Temps* note que Marcel Braibant est vice-président du comité de direction de l'association des maires de France et d'Algérie ; le 6 novembre, nous apprenons qu'il a donné une conférence sur l'économie de la reconstitution au congrès du Parti démocratique et social à Marseille (organisation de centre-droite opposée à la gauche, où est évoquée "le spectre du collectivisme"). Le 5 mars 1922, *Le Figaro* mentionne que le président du groupe des maires a présenté "certains desiderata notamment en ce qui concerne la reconstitution agricole et la reconstruction des écoles", au ministre des Régions libérées, M. Reibel. »

Deguisse passe à la question, certes un peu délicate, de la main-d'œuvre allemande.

Bien des inquiétudes ont dû être calmées sur ce point par le rapport de M. Braibant, conseiller général des Ardennes, appartenant, au point de vue politique, au groupe de M. Jonnart, et davantage encore par le rapport de M. de Lasteyrie, aujourd'hui ministre des Finances.

Ici, M. Rillart de Verneuil — ignorant ce qui allait suivre — crut devoir s'écrier qu'après « avoir vécu quatre ans sous le régime allemand, il ne tenait pas à voir de nouveau le « Boche » chez lui.

Les Aragoins applaudirent. Deguisse les laissa applaudir et, continuant, il rappela une phrase de M. Painlevé : « Nous avons obtenu le maximum de haine pour le minimum de réparations ».

— Tout le monde, ajouta Deguisse, devrait être d'accord pour poursuivre le maximum de réparations dans le minimum de haine. (Très bien ! Très bien !)

#### Adresses à M. Poincaré

Les membres du conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine ont voté hier, avant de se séparer, l'envoi à M. Poincaré d'une adresse par laquelle, « devant le mépris de l'Allemagne pour la parole donnée, ils assurent le président du conseil de toute la vigoureuse sympathie des trois départements », et ont envoyé « un salut cordial et leurs meilleurs vœux à nos troupes qui sont allées défendre dans la Ruhr nos droits sacrés ».

L'Association des anciens combattants de la vallée de la Fensch, à Hayange (Moselle), a, par l'organe de son comité, adressé ses félicitations à M. Poincaré « pour les mesures énergiques qu'il vient de prendre en vue d'assurer le maintien et la continuation de l'œuvre des anciens combattants ».

La coopérative de reconstruction de l'arrondissement de Rethel, réunie sous la présidence de M. Marcel Braibant, a fait parvenir au président du conseil une adresse par laquelle elle lui exprime sa confiance « pour obtenir de l'Allemagne le règlement des indemnités par des moyens pacifiques ».

Le 3 février 1922, *Le Populaire*, hebdomadaire de la SFIO évoque un débat à la Chambre des députés, suite à un rapport du Conseiller général des Ardennes au sujet de la main d'oeuvre allemande pour la reconstruction dans le cadre des réparations. Il a du calmer des inquiétudes : les partisans d'Arago "ne tenaient plus de voir le "Boche"(chez eux)" et s'opposent à ceux de Jonnart, dont Marcel Braibant. Un mécontentement général au sujet des réparations obtenues jusqu'alors est exprimé par Paul Painlevé : "Nous avons obtenu le maximum de haine pour le minimum de réparations".

En janvier 1923 la coopérative de reconstruction de Rethel, réunie

— Mgr Camu, représentant S. Em. le cardinal Luçon, a présidé, en présence des autorités de l'arrondissement, dimanche à la pose de la première pierre de la nouvelle église d'Herpy-l'Arlésienne : ce village, qui fut détruit pendant la guerre est le premier des Ardennes qui voit reconstruire son église.

sous la présidence de Marcel Braibant, exprime sa confiance en Raymond Poincaré : il obtiendra les paiements de réparation des Allemands "avec des moyens pacifiques".

Selon *La Croix* du 14 juin 1923, Herpy est le premier village qui reconstruit son église. La première pierre vient d'être posé solennellement.

1924 est une année d'élections : le 18 avril, *Le Journal des Débats* présente les listes pour les Ardennes.

#### ARDENNES

Sur la liste d'union républicaine sont élus MM. Meunier et Bosquette, au quotient; MM. Petitfils et Dumaine à la plus forte moyenne.

Sur la liste du cartel des gauches, sont élus, MM. Philoppotiaux et Courtehoux au quotient.

Marcel Braibant républicain de gauche, mène la liste de la reconstitution, derrière les listes de l'Union républicaine ardennaise,

Ardennes. — Cinq listes sont en présence dès maintenant : 1° Liste d'union républicaine ardennaise, comprenant MM. Meunier, Bosquette, députés sortants, radicaux nationaux; Petitfils, républicain libéral, député sortant; Gallois, républicain, député sortant; Riché, conseiller général d'Omont, républicain de gauche, ancien combattant; Dumaine, ancien député, radical, président du conseil général; 2° liste du Bloc des gauches, avec, en tête, M. Philippoteaux, député sortant, socialiste indépendant, et deux radicaux et trois socialistes S. F. I. O.; 3° liste communiste moscovite, soutenue par *l'Étincelle* et *l'Humanité*; 4° Liste communiste majoritaire; 5° liste républicaine indépendante, dite de la « reconstitution », avec, en tête, M. Braibant, républicain de gauche, conseiller général d'Asfeld, et comprenant trois conseillers généraux et deux militants de gauche.

du Bloc des gauches, et des « communistes moscouitaires ». La première liste compte quatre député sortants, la deuxième est menée par M. Philippoteaux, député sortant, les candidats communistes ne sont pas nommés. Selon *Le Matin* du 12 et du 13 mai, à Sedan, Givet et Garginan, la liste d'union républicaine ardennaise arrive en tête, suivie par le Bloc des gauches, les communistes et la liste de reconstitution Braibant. Le Cartel des gauches est en tête à Reithel, à Braux, à Nousonville, devant l'Union républicaine et les communistes, même si on « note une forte poussée communiste ». Les 80 000 électeurs (70 000 votants) envoient quatre députés de droite et deux de gauche, dont M. Philippoteaux, à la Chambre, chacun avec 26-28 000 voix. Les six candidats de la liste communiste ont obtenu environ 8000 voix chacun, la liste Braibant 7400 pour Braibant, 7500 pour Doizy, 5800 pour Abd-el Nour, environ 5150 pour les trois autres. C'est donc un échec pour Braibant et sa liste de reconstitution, ou liste d'action républicaine. Sur le plan national, le Cartel de gauche emporte les élections mais le gouvernement Hériot sera de courte durée.

Les droits des sinistrés sont mal reconnus et peu défendus. Dès le mois de juin 1924, Marcel Braibant se lance dans une campagne nationale, selon le *Journal des débats* du 29 juin.

Le 9 février 1925 "dans la plus grande salle de Reithel, à l'appel de M. Marcel Braibant, conseiller général, dont toutes les grandes oeuvres coopératives de reconstitution et d'entraide ont connu l'inlassable

**Le congrès des régions dévastées**  
**Toutes les associations de sinistrés sont opposées à la revision des dommages**

L'assemblée des maires des régions dévastées, dont le *Matin* donnait ces jours-ci le compte rendu, a eu hier son développement naturel dans le congrès des régions dévastées, au Palais de la Mutualité, sous la présidence de M. Philippoteaux, député des Ardennes et président du comité d'action des régions dévastées, assisté de MM. Baillet, président de la Fédération des sinistrés, Marcel Braibant, président du groupe des maires des régions dévastées, et Doucedame, secrétaire général du comité d'action.

Après le discours d'ouverture, unanimement applaudi, de M. Philippoteaux, M. Doucedame traça le bilan des travaux accomplis.

dévouement, les représentants les plus qualifiés de ces malheureuses populations, députés, conseillers généraux, maires, présidents de coopératives, s'étaient rassemblés extrêmement

nombreux sous la présidence de M. Philippoteaux... assisté de MM. Meunier, député (de droite KS) et Guillemain, maire de Reithel." (*Le Matin*, 10 février 1925)

Et ce journal de continuer: "En quelques mots unanimement applaudis, M. Braibant proclama pour les sinistrés l'obligation de s'organiser à l'heure où la réduction des crédits va interrompre presque complètement l'oeuvre de la reconstitution. - Nous devons avoir une attitude digne, déclara-t-il, mais nous ne pouvons supporter une nouvelle

mutilation de cette loi de 1919 qui est notre charte. Nous le pouvons d'autant moins à l'heure où les Allemands, cause de notre misère, remboursent et donnent des indemnités de près de 3 milliards de marks-or à ceux de leurs industriels qui ont prétendument souffert de la Ruhr." Philippoteaux doit admettre:

"Certes, après des espoirs insensés, fondés sur le trop fameux: "L'Allemagne paiera", les déceptions sont venues, brutales, notamment en 1924." Les sinistrés affirment que pour défendre leur droit ils iraient jusqu'à la démission collective de tous les élus. Pour *Le Petit Parisien*, C. Royer résume ainsi les discours :En 1924, dit-il (Marcel Braibant) en substance, le gouvernement affecta 200 millions par mois à la reconstitution. Cette année, on parle de 50 millions; de plus, les obligations décennales remises aux sinistrés ne valent que 70 francs; combien vaudront donc les obligations décennales qui vont les remplacer et dont l'échéance est de deux ans plus lointaine?... M. Philippoteaux, qui est à la fois président de la commission des régions libérées de la Chambre

**En faveur des régions libérées**

Les maires des régions dévastées ont décidé, sur l'initiative de leur président, M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, d'engager une campagne de conférences pour exposer les conditions actuelles de la reconstitution des régions dévastées. Il apparaît, en effet, que la méconnaissance des lois et règlements des dommages de guerre peut causer des malentendus profondément regrettables et de prétendues oppositions d'intérêt entre les différentes parties de la France. La première conférence sera donnée à Nantes, sous la présidence de M. Bellamy, maire et député, par MM. Braibant, président du groupe des maires des régions dévastées, et Taton-Vassal, député, maire de Saint-Mihiel, adoptée par Nantes.

des députés et président du comité d'action des régions dévastées, et par conséquent mieux placé que quiconque pour connaître les doléances des sinistrés et les intentions du gouvernement, répondit à M. Braibant. - Jamais nous ne laisserons proscrire, dit-il, les droits sacrés que la nation nous a solennellement reconnus en avril 1919. Mais la France porte sur elle, par suite des manquements de l'Allemagne, tout le fardeau de la guerre; la situation financière est très pénible. Il nous faut bien nous y adapter par des sacrifices temporaires.

Le 9 décembre de la même année, lors d'une réunion à la Mutualité, "M. Marcel Braibant, dans un discours très applaudi, allait exposer l'oeuvre de propagande qui s'impose et affirmer à nouveau la décision des élus des régions sinistrées de démissionner en masse au cas où satisfaction ne serait pas donnée à leurs revendications qui sont au nombre de six:



Histoire Photo Amagis  
HERPY-L'ARLÉSIENNE - Monument aux Morts  
de la Grande Guerre - Inauguré le 5 Juillet 1925.

Ni révision ni taxation des dommages de guerre ; 2. émission d'un emprunt... 3. livraison de la majeure partie des prestations en nature correspondant aux versements des annuités du plan Dawes; 4. en attendant l'emprunt, règlement en espèces des petits sinistrés; 5. pour les étrangers sinistrés, s'ils sont installés en France depuis des nombreuses années ou ayant donné leurs enfants au pays, même traitement que s'ils étaient Français; 6. remise en état de la zone rouge". (Le Matin 10 décembre 1925)

Une délégation rencontre Pierre Laval membre du cabinet d'Aristide Briand, Louis Loucheur, ministre des

finances, ainsi que George Chauvin sous-secrétaire aux finances chargé des régions libérées. Loucheur promet un ensemble de mesures.

Si les subventions pour la reconstruction tardent à venir, le 5 juillet 1925, Monsieur le maire d'Herpy a pu au moins inaugurer le monument aux morts de sa commune. En présence de notables et de personnalités politiques régionaux et nationaux, "M. Marcel Braibant, maire d'Herpy-l'Arlésienne, salua les enfants de la fière petite cité morts pour la France..." (Le Matin, 6 juillet 1925)

En 1927, le Conseil général des Ardennes adopte une proposition du conseiller Marcel Braibant demandant le rétablissement des tribunaux dans tous les arrondissements où ils ont été supprimés et des tribunaux à juge unique. (Le Matin, 24 septembre 1927).

En vu des législatives de l'an prochain le député radical-socialiste de Seine-et-Oise Henry Franklin-Bouillon (1870-1937) provoque une scission de son parti et anime sa propre Fédération radicale indépendante. Cet agrégé d'anglais, journaliste, ancien combattant, a été ministre d'état en

#### AUX MORTS D'HERPY

Un monument a été inauguré, hier, à la mémoire des morts d'Herpy (Ardennes). Plusieurs discours ont été prononcés à cette occasion, notamment par M. Braibant, maire; le maire d'Arles, qui a apporté le salut de la Provence, les présidents de diverses associations militaires, M. Ledoux, conseiller général, et le préfet.

Le général Guillaumat a pris ensuite la parole. Il a résumé les opérations militaires auxquelles il a pris part et a terminé en faisant allusion au danger allemand.

Ce peuple, a-t-il dit, sera éternellement dangereux, non seulement pour la France, mais pour toutes les nations pacifiques, parce qu'il continue à faire de la guerre sa raison d'être aujourd'hui comme après Iéna, comme après 1870; il continue, vaincu ou vainqueur, à maintenir dans l'ordre civil les principes de la plus stricte discipline militaire et de la plus passive obéissance, tandis que ses professeurs et éducateurs reconstruisent opiniâtement le moule où a été fondue l'armée de 1914. Le danger est que la France, continuant de poursuivre son rêve éternel de liberté, de justice et d'humanité et oubliant que le culte de la force est à la base des traditions et des institutions germaniques, mette une confiance trop aveugle dans la puissance de son rayonnement intellectuel; le danger est qu'en face de notre pays, prêt à toutes les initiatives généreuses, 200.000 instituteurs allemands prêchent la haine et remplacent dans l'éducation militaire de la jeunesse, avec la même ardeur et le même esprit de servilité, les anciens cadres de l'armée allemande soi-disant supprimée.

Après le général Guillaumat, M. Lucien Hubert, sénateur, a pris la parole:

Ce n'est pas nous, a-t-il déclaré, qui avons été les naufrageurs du protocole de Genève. Nous nous rabattons maintenant sur des pactes d'esprit différent, qui s'élaborent patiemment, et n'ont pas encore pris une forme définitive. En réalité, notre sécurité future repose sur quelques articles théoriques du traité de Versailles. Il s'agit aujourd'hui de leur donner la vie et c'est à cela que tendent nos efforts tenaces de M. Aristide Briand.



De temps en temps, Monsieur le maire offre un événement spectaculaire aux 200 habitants de sa commune et à bien plus de monde ; ainsi, le 3 septembre 1930 se tient une "manifestation en faveur du tourisme d'aviation" (voir ci-contre)

*"Après le maire et ses trois enfants, on vit un vieillard de 73 ans, M. Dubuisson, garde-champêtre de la commune, supplier le pilote de le prendre à bord. Un autre vieillard de 75 ans, M. Floquet, demanda lui aussi à prendre le vol avec son petit fils âgé de quatre ans..."*

Marcel, Raymond, Andrée, Odette ont donc vu Herpy d'en haut.

En 1930 les députés Meunier et Philippoteaux (-1935) sont élus sénateurs. Donc, le 3 mars, suivant *Le Populaire* du 29 mars 9500 citoyens à Rethel et 11 000 à Rocroi se rendent aux urnes . Selon ce journal, Marcel Braibant est à compter avec *"la réaction"* qui *"essuie un cuisant échec"*. À Rethel, le radical-socialiste Ferdinand Ledoux l'emporte avec 3447 contre 3096 voix pour Marcel Braibant, républicain de gauche. Par contre, à Rocroi c'est le républicain de gauche, M. Leguet qui se trouve en tête devant le socialiste Bozzi. *"Comme un seul homme, ils sont allés au canon. Et M. Braibant gît maintenant sur le sol"* glorifie *Le Populaire*, *"Aucune défaillance parmi nos troupes"* .

Mais Monsieur Braibant fait preuve de "résilience". Le

### Un manifestation d'aviation de tourisme dans un village ardennais

La petite commune ardennaise d'Herpy-l'Arlésienne, filleule d'Arles et qui compte deux-cent-vingt habitants, a donné dimanche une manifestation des plus intéressantes en faveur du tourisme d'aviation.

Le maire de la commune, conseiller général, M. Marcel Braibant, avait invité le premier Ardennois possédant un avion de tourisme, M. Cendre, habitant à Rethel à assister avec son appareil à la fête patronale du village.

L'avion conduit par M. Cendre ayant à bord le lieutenant Durandeaux, du 12<sup>e</sup> d'aviation, atterrissait exactement à l'heure fixée en présence d'un millier de personnes.

Les premiers baptêmes de l'air du pays donnés par le lieutenant Durandeaux avec une maîtrise et une élégance admirables provoquaient un enthousiasme extraordinaire.

Presque tous les habitants du pays, jeunes et vieux, demandaient à voler.

Après le maire et ses trois enfants, on vit un vieillard de 73 ans, M. Dubuisson, garde-champêtre de la commune, supplier le pilote de le prendre à bord. Un autre vieillard de 75 ans, M. Floquet, demanda lui aussi à prendre le vol avec son petit-fils âgé de quatre ans.

politicien vise plus large et défend non seulement les intérêt des habitants des régions dévastées, majoritairement des paysans, mais aussi les petits et moyens exploitants de la terre de l'ensemble du pays. Ceci pendant quelques années, d'abord sur le plan strictement politique, puis comme publiciste. Certes, il prône l'augmentation de la production par la modernisation de l'équipement, l'usage des engrais, et surtout par des connaissances en

agronomie. Mais la manière de laquelle il défend le métier du paysan, le fait qu'il insiste sur la modernisation des conditions de vie et de travail des petits et moyens exploitants, qu'il dénonce le déséquilibre des revenus de l'éducation, de l'offre culturelle entre villes et campagnes

suite à une politique d'industrialisation qui entraîne « l'exode », qu'il s'oppose aux pouvoir des grands exploitants et aux industries agro-alimentaires naissantes et prône les coopératives, le rapproche, me semble-t-il, toute proportion gardée (du nombre actuel d'agriculteurs par rapport à jadis) des militants d'aujourd'hui pour une alternative aux modes de production agricole, aux structures agro-alimentaires. (voir plus bas, chapitre 8, Le défenseur des paysans).

\*\*\*

Dans les Ardennes, à Rethel, la réaction essuie un cuisant échec. Le radical-socialiste Ledoux bat M. Braibant, républicain de gauche (on sait ce que cela veut dire) par 3.447 voix contre 3.096. M. Dupont, agrarien, rassemble 2.798 suffrages.

Le mot d'ordre socialiste, dans cette circonscription, a été suivi rigoureusement. Les 1425 voix de Voirin se sont en totalité, portées sur le nom de M. Ledoux. Aucune défaillance parmi nos troupes. « Il faut battre M. Braibant », avait dit la Fédération socialiste à ses électeurs. Comme un seul homme, ils sont allés au canon. Et M. Braibant gît maintenant sur le sol.

Pourquoi n'en a-t-il pas été de même dans la circonscription de Rocroi ? Là, en effet, la défection de quatre cents voix radicales a assuré l'élection de M. Leguet, candidat de l'Union républicaine, qui a eu recours, dans sa campagne, à une démagogie ouvriériste incroyable.

Le bolcheviste Sampaix, suivant une loi inexorable, a vu son contingent de suffrages ramené au chiffre infime de 327 voix. C'est dire que là aussi l'influence du communisme est en voie de disparition. Toutes les fautes se paient. Et plus encore la trahison.

\*\*\*

En fait, la reconstruction bat de l'aile. Sur le plan national et en temps de crise économique, elle n'est plus beaucoup à l'ordre du jour. Mais quand le gouvernement établit le budget et envisage l'arrêt des subventions à la reconstruction - les subventions départementales sont supprimées -, le président Braibant de l'Union des maires des régions dévastées est au rendez-vous au ministère des Finances en janvier 1933 (*Le Petit Parisien* 15 janvier 1933).

S'est-il présenté pour sa réélection cantonale en octobre 1934 ? Il n'est plus conseiller général (d'Asfeld) ensuite. En revanche, il est toujours vice-président du Parti agraire et paysan français (PAPF), donc dirigeant d'une fraction qui souligne les "valeurs républicaines, démocratiques" contre l'influence de Henri Dorgères à la tête du Front paysan, duquel le PAPF fait partie. Il appelle les petits paysans "à crier à une grève d'impôt", mais il dénonce les actes de violence. Le PAPF semble avoir eu peu de sympathisants dans sa région.

En décembre 1934, la réunion des maires des régions dévastées lui donne une dernière occasion de protester contre la réduction de 50 % des subventions et contre le refus de subventionner les travaux d'assainissement de l'alimentation en eau dans sa commune (*La Croix*, 17 décembre 1934). Par la suite il renonce à ses fonctions dans l'Association des maires, mais il reste nommé dans une délégation qui mène les négociations actuelles avec les autorités gouvernementales.

En septembre 1932, un deuil terrible avait frappé Marcel Braibant et sa famille. Le

DEUILS

Mme et M. Marcel Braibant, avocat au barreau de Reims, conseiller général des Ardennes, Mlle Odette et M. André Weill-Curiel ont la douleur d'annoncer le décès, survenu accidentellement, de M. Raymond Weill-Curiel, leur fils, beau-fils et frère. Les obsèques ont eu lieu à Herpy-l'Arlésienne le 6 septembre.

Le fils de Léonie Braibant-Curiel,

### Baignades mortelles

REIMS, 5 septembre. — M. Raymond Weill-Curiel, 24 ans, beau-fils de M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, passant ses vacances à Herpy-l'Arlésienne, est tombé accidentellement dans l'Aisne. Quand un pêcheur, ayant entendu ses appels, accourut, il avait succombé.

Raymond Weill-Curiel, le frère aîné d'André et d'Odette Weill-Curiel, âgé de 24 ans s'était noyé pendant ses vacances à Herpy. (*Le Temps* et *Le Figaro*, 6 septembre, *Le Matin* 11 septembre 1932). En vérité, l'accident était un suicide, ou une

tentative "réussie" par malchance, à la suite d'un chagrin d'amour. Le jeune homme aimait une fille du village, et ni sa mère, ni le père paysan de la fille approuvaient cette alliance.

À peine Marcel Braibant est-il passé par cette épreuve, qu'une affaire grave complique la vie du maire d'Herpy-l'Arlésienne et de son village (*Le Petit Ardenais*, 26 janvier 1935: "*La cour d'appel de Nancy. Une liquidation difficile*"). En

Reims, 5 septembre. M. Raymond Weill-Curiel, 24 ans, beau-fils de M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, passant ses vacances à Herpy-l'Arlésienne, est tombé accidentellement dans l'Aisne. Quand un pêcheur, ayant entendu ses appels, accouru, il avait succombé.

novembre 1932, devant la Cour civile de Rethel, Madame veuve Chauvet réclame la jolie somme de 350 000 francs (environ 175 000 euro) aux administrateurs de la Société coopérative d'Herpy pour travaux exécutés par son entreprise en collaboration avec deux architectes de la Société. La coopérative se retourne contre son président, Me Braibant, lui demandant la garantie contre toute condamnation éventuelle plus 10 000 fr. de dommages et intérêts, en accusant en même temps la plaignante de ne pas avoir réclamé l'argent directement à Marcel Braibant. De son côté, il met en cause les deux architectes pour une somme de 200 000 francs, environ 140 000 Euro. La cour de Rethel juge justifiée la demande de Mme Chauvet et la demande de garantie de la Société, ne se prononce pas d'avantage sur l'affaire. En janvier 1935 enfin, la cour d'appel de Nancy confirme ce jugement. Marcel Braibant est en faillite. Il est possible qu'il ait compté sur les subventions ou, comme dans un premier temps après la guerre, sur les réparations directes de l'Allemagne ainsi que sur des crédits départementales qui se sont faits de plus en plus rares et qui, suite à une loi votée en 1933, ont du s'arrêter. Dans le village courent des rumeurs qui accusent Marcel Braibant de s'être servi malhonnêtement du bien commun.

Les élections municipales de mai 1935 se préparent. Le 10 mars, les conseillers municipaux d'Herpy, L. Carré, M. Carré, J. Froment, R. Hazart, H. Lagneau, Ch. Lefèvre et E. Maillet, annoncent au préfet leur démission collective pour désaccord avec le maire. Le 2 mai, les mêmes déclarent dans une lettre aux électeurs, publiée par *Le Petit Ardennais*, vouloir se présenter de nouveau aux élections. Marcel Braibant ne sera évidemment plus maire d'Herpy. Il ne siège plus non plus au Conseil général, où était le délégué, avec M. Détante, au Conseil départemental de l'assistance publique, où il s'était également occupé de l'Association franco-britannique de parrainage d'enfants nécessiteux suite à la guerre.

Avec la faillite, Marcel Braibant perd toutes ses propriétés à Herpy. Léonie a dû le secourir avec sa propre fortune. Elle reste locataire dans la maison d'Herpy, tout en achetant un appartement à Paris où elle vit dorénavant. Séparée depuis 17 ans et divorcée de Marcel depuis quatre ans, elle mourra à Paris en décembre 1960 ; elle sera alors enterrée à Herpy à côté de son fils aîné.